

Organisations membres:

AFVP (Association française des volontaires du progrès)

AITEC (Association internationale des techniciens, experts et chercheurs)

ATTAC France

CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde)

CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement)

CFDT (Confédération Française et Démocratique du Travail)

CGT (Confédération Générale du Travail)

CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement)

CSM (Conférence des supérieures majeures)

DCC (Délégation catholique pour la coopération)

Justice et Paix

Réseau Foi et Justice
Afrique-Europe

Oxfam France – Agir ici

Secours Catholique - Caritas France

SEL (Service d'entraide et de liaison)

Service Protestant de Mission – **DEFAP**

Survie

Vision du Monde

Soutiens :

Amis de la Terre

ASPAL (Association de solidarité avec les peuples d'Amérique latine)

ATD Quart monde

CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens)

France libérés

(Fondation Danielle Mitterrand)

MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples)

RENAPAS (Rencontre nationale avec le peuple d'Afrique du Sud)

RITIMO

Secrétariat général de l'enseignement catholique

Terre des hommes

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 30 mai 2007

George W. Bush doit annoncer la nomination de Robert Zoellick pour remplacer Paul Wolfowitz

La France doit refuser que les Etats-Unis imposent leur candidat à la tête de la Banque mondiale

Deux semaines seulement après la démission de Paul Wolfowitz, l'administration américaine propose Robert Zoellick pour le remplacer. Le personnage est à nouveau un pur produit de l'administration Bush. Pas plus qualifié dans le domaine du développement que son prédécesseur, ni plus attaché au multilatéralisme, il était défenseur des intérêts des Etats-Unis à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et partisan des accords de libre-échange bilatéraux.

La Banque mondiale traverse une grave crise de légitimité. Ses programmes ont un impact social et environnemental tellement désastreux qu'un nombre grandissant de pays ne veulent plus y recourir. Ses appels à la « bonne gouvernance » manquent de crédibilité alors qu'elle-même ne pratique ni la transparence ni la démocratie. L'affaire Wolfowitz serait l'occasion rêvée de remettre à plat les politiques et le mode de fonctionnement de la Banque mondiale. Ce serait l'occasion, en particulier, d'abandonner l'archaïsme qui, depuis 60 ans, attribue la présidence de la Banque mondiale à un Américain et la direction du FMI à un Européen. Les appels se sont multipliés en ce sens, de la part des ONG, d'économistes (Jeffrey Sachs, Joseph Stiglitz...), du personnel de la Banque mondiale et de nombreux pays dont la Suède, l'Australie, l'Afrique du Sud ou le Brésil.

En cherchant à imposer Zoellick, les Etats-Unis confirment leur mépris du multilatéralisme et leur volonté de mettre la Banque mondiale au service de leurs propres intérêts. La nomination du nouveau président ne sera effective que si elle recueille l'approbation du conseil d'administration.

Les associations et syndicats de la plate-forme Dette & Développement appellent la France et l'ensemble des membres du conseil d'administration de la Banque mondiale à refuser que les Etats-Unis imposent un nouveau président sans aucune concertation. Elles demandent à M. Sarkozy de s'engager publiquement en faveur d'un processus de nomination ouvert, transparent et fondé sur le mérite.